



Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<http://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article587>

# Les Islandais remercient celui qui leur a rendu la parole

- Qu'est-ce que la démocratie ? - Débats - Les sondages -



Date de mise en ligne : mercredi 1er août 2012

---

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

---

**L'Association pour une Constituante a été une des premières, sinon la première, à attirer l'attention sur la situation en Islande, en particulier par les articles de notre ami Christian Berthier ( Voir <http://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article349> du 29 novembre 2010 ).** Depuis lors, beaucoup de péripéties ont eu lieu dans ce petit pays où le peuple a marqué sa capacité d'indépendance et sa susceptibilité démocratique. Le résultat de l'élection présidentielle (l'article ci-dessous de Christian Berthier est daté du 11 juillet) n'en est que plus significatif.

\*\*\*

En dépit de tous les pronostics des grands media, c'est le président sortant Olafur Ragnar Grimsson qui reçoit des électeurs islandais un cinquième mandat présidentiel.

Après dépouillement de 48% des bulletins, M. Grimsson recueillait plus de 51% des voix, alors que sa rivale Thora Arnorsdottir, une journaliste de 37 ans, formée dans les fondations nord américaines, n'obtenait que 33% des suffrages.

Le président de 69 ans ne souhaitait pas se représenter mais il avait changé d'avis comme suite à une pétition signée par 30 000 personnes lui demandant de postuler à un autre mandat.

Les arguments de campagne de Mme Arnorsdottir portaient sur l'âge du président sortant et la nécessité pour les Islandais de se rapprocher des institutions internationales ( FMI, BCE, UE ) avec lesquelles le gouvernement négociait le remboursement des dettes des principales banques islandaises.

Consultés à plusieurs reprises par des referendums convoqués par le Président Grimson, les électeurs Islandais avaient refusé d'avaliser les accords de remboursement négociés par un parlement de gauche. Ceux-ci se seraient traduits par des endettements de l'ordre de plusieurs dizaine des milliers d'euros par famille.

Ces négociations se déroulaient et se déroulent encore sous la menace d'un véritable blocus financier de l'Islande par les membres du FMI et de l'Union Européenne.

En Islande, comme en France le 29 mai 2005, un peuple n'est pas prêt à accepter d'un gouvernement qu'il sacrifie les conditions de vie et de travail à la satisfaction des exigences de la finance internationale

Christian Berthier